



CHAPITRE 164

Loi des hôpitaux

SECTION I

DÉFINITIONS—APPLICATION DE LA LOI

- Défini-
tions:** 1. Dans la présente loi, les expressions suivantes désignent:
- « hôpital »; a) « hôpital »: un établissement où l'on reçoit des personnes pour fins de diagnostic, de traitement médical ou chirurgical ou de convalescence, à l'exclusion toutefois d'un cabinet de médecin ou de dentiste et d'une infirmerie où une institution religieuse ou d'enseignement reçoit les membres de son personnel ou ses élèves;
- « hôpital public »; b) « hôpital public »: un hôpital maintenu par une corporation sans but lucratif;
- « hôpital privé »; c) « hôpital privé »: un hôpital autre qu'un hôpital public;
- « charte »; d) « charte »: une loi, des lettres patentes ou un autre document constituant une corporation sans but lucratif ayant le pouvoir de maintenir un hôpital;
- « conseil d'adminis-
tration »; e) « conseil d'administration »: le bureau des gouverneurs ou autre organisme investi de l'autorité sur la gestion d'un hôpital public;
- « ministre ». f) « ministre »: le ministre de la santé. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 1.
- Restric-
tion.** 2. La présente loi ne s'applique pas aux établissements régis par la Loi des institutions pour malades mentaux (chap. 166), sauf la section VII qui s'y applique. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 2.

SECTION II

ORGANISATION ET ADMINISTRATION DES HÔPITAUX

- Autorisa-
tion.** 3. Nul ne peut établir, transformer, agrandir ou cesser d'exploiter un hôpital

CHAPTER 164

Hospitals Act

DIVISION I

DEFINITIONS—APPLICATION OF THE ACT

- Interpre-
tation:** 1. In this act, the following expressions mean:
- (a) "hospital": an establishment where persons are received for purposes of diagnosis, medical or surgical treatment or convalescence, excluding however a physician's or dentist's consulting room and an infirmary where staff members or students of a religious or educational institution are received;
- (b) "public hospital": a hospital maintained by a non-profit corporation;
- (c) "private hospital": a hospital other than a public hospital;
- (d) "charter": any act, letters patent or other document creating a non-profit corporation empowered to maintain a hospital;
- (e) "board of management": the board of governors or other body having control of the management of a public hospital;
- (f) "Minister": the Minister of Health. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 1.
- Restriction.** 2. This act shall not apply to establishments governed by the Mental Patients Institutions Act (Chap. 166), saving Division VII which shall apply. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 2.

DIVISION II

ORGANIZATION AND MANAGEMENT OF HOSPITALS

- Authori-
zation.** 3. No person shall establish, convert, enlarge or cease to operate a hospital with-

- sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.
- Établissement.** L'établissement d'un hôpital comprend l'acquisition ou l'utilisation de terrains ou de bâtiments et la construction nouvelle ou la transformation. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 3.
- Utilisation restreinte.** 4. Un hôpital acquis en tout ou en partie grâce à une subvention du gouvernement ne doit pas, sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, être utilisé pour d'autres fins.
- Droits sauvegardés.** Le présent article n'empêche pas un fidéicommissaire d'obligataires ou un créancier hypothécaire d'exercer des droits consentis avant le 6 juillet 1962 ou avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 4.
- Propriété.** 5. Un hôpital public qui n'est pas la propriété de Sa Majesté doit être la propriété d'une corporation n'ayant pas d'autre objet que celui de maintenir cet hôpital.
- Locataire, etc., de la couronne.** Une telle corporation peut seule être locataire, concessionnaire ou administratrice d'un hôpital appartenant à Sa Majesté. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 5.
- Charte.** 6. Aucune charte autre qu'une loi de la Législature ne peut être accordée, modifiée, révoquée ou abandonnée sans le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 6.
- Conseil d'administration.** 7. 1. Toute corporation qui maintient un hôpital public doit avoir un conseil d'administration ayant autorité complète sur la gestion de l'hôpital.
- Composition.** 2. Ce conseil comprend au moins un membre qui est un médecin désigné par le bureau médical de l'hôpital.
- Idem.** 3. Outre le délégué du bureau médical, pas plus du tiers des membres d'un tel conseil d'administration ne peuvent être choisis parmi les personnes attachées à l'hôpital à titre de médecin ou chirurgien-dentiste et pas plus d'un autre tiers parmi les personnes qui y sont employées.
- Restriction de parenté.** 4. Aucun des autres membres du conseil ne peut être choisi parmi les parents
- out the authorization of the Lieutenant-Governor in Council.
- The establishing of a hospital includes the acquisition or utilization of lands or buildings and new construction or conversion. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 3.
4. A hospital acquired wholly or in part by virtue of a government grant shall not be used for other purposes without the authorization of the Lieutenant-Governor in Council.
- This section shall not prevent the exercise by a trustee for bondholders or a hypothecary creditor of rights granted before the 6th of July 1962 or with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 4.
5. A public hospital that is not the property of Her Majesty must be owned by a corporation having no other object than that of maintaining such hospital.
- Only such a corporation may be the lessee, concessionaire or administrator of a hospital belonging to Her Majesty. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 5.
6. No charter other than an act of the Legislature shall be granted, amended, revoked or surrendered without the consent of the Lieutenant-Governor in Council. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 6.
7. (1) Every corporation that maintains a public hospital must have a board of management that has full control of the management of the hospital.
- (2) Such board shall include at least one member who is a physician designated by the medical board of the hospital.
- (3) Besides the delegate of the medical board, not more than one-third of the members of such board of management may be chosen from among the persons attached to the hospital as physicians or dental surgeons and not more than another third from among the persons employed therein.
- (4) No other member of the board shall be chosen from among the relations or

- ou alliés, jusqu'au degré de cousin germain, des membres visés au paragraphe 3.
- Président.** 5. Le président du conseil d'administration ne peut être choisi parmi les personnes visées au paragraphe 3. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 7.
- Comité exécutif.** 8. Au moins un médecin nommé par le bureau médical doit faire partie du comité exécutif formé sous l'autorité du conseil d'administration d'un hôpital public. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 8.
- Bureau médical.** 9. Il doit être constitué pour chaque hôpital un bureau médical qui est responsable des soins médicaux et de l'organisation scientifique de l'hôpital vis-à-vis du conseil d'administration ou, s'il s'agit d'un hôpital privé, vis-à-vis du propriétaire.
- Membre d'office.** Le directeur général de l'hôpital ou son représentant fait partie du comité exécutif du bureau médical. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 9.
- Directeur général.** 10. Le directeur général est nommé par le conseil d'administration ou le propriétaire de l'hôpital, selon qu'il s'agit d'un hôpital public ou privé, et il est responsable de toute l'administration de l'hôpital. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 10.
- Conflit référé au comité conjoint.** 11. Tout conflit entre le conseil d'administration et le comité exécutif du bureau médical d'un hôpital public sur une question médicale ou scientifique, y compris la nomination, la réinstallation ou le congédiement de personnel médical, doit être soumis à un comité conjoint formé en nombre égal de représentants de chaque partie.
- Commission de conciliation.** Tout tel conflit qui n'est pas réglé par le comité conjoint doit être soumis à une commission de conciliation formée d'un président et deux autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. L'un des membres est nommé sur la recommandation du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec et un autre sur la recommandation de l'Association des hôpitaux du Québec Inc. ou de la Commission générale des hôpitaux catholiques de la province de Québec. Dans chaque cas, la recommandation peut être faite par le comité exécutif du conseil d'administration du corps concerné. A défaut de recommandation le lieutenant-
- allies, to the degree of first cousin, of the members referred to in subsection 3.
- (5) The chairman of the board of management shall not be chosen from among the persons referred to in subsection 3. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 7.
8. At least one physician appointed by the medical board must be a member of the executive committee formed under the authority of the board of management of a public hospital. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 8.
9. There shall be constituted for each hospital a medical board responsible for medical care and the scientific organization of the hospital to the board of management or, in the case of a private hospital, to the proprietor.
- The administrator of the hospital or his representative shall be a member of the executive committee of the medical board. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 9.
10. The administrator shall be appointed by the board of management or the proprietor of the hospital, according as it is a public or a private hospital, and shall be responsible for the entire management of the hospital. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 10.
11. Any dispute between the board of management and the executive committee of the medical board of a public hospital respecting a medical or scientific matter, including the appointment, reappointment or dismissal of medical staff, must be submitted to a joint committee consisting of an equal number of representatives of each party.
- Any such dispute that is not settled by the joint committee must be submitted to a conciliation committee consisting of a chairman and two other members appointed by the Lieutenant-Governor in Council. One member shall be appointed on the recommendation of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec and another on the recommendation of the Quebec Hospital Association Inc. or of the Commission générale des hôpitaux catholiques de la province de Québec. In each case, the recommendation may be made by the executive committee of the board of management of the organization. Failing a recommendation the

gouverneur en conseil choisit à discrétion.

Décision finale.

La décision unanime ou majoritaire de cette commission est définitive et le conseil d'administration de l'hôpital est tenu de la mettre à exécution. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 11.

Intérêt dans contrat, etc., prohibé.

12. Aucun membre d'un conseil d'administration d'hôpital public ne doit avoir, directement ou indirectement, par lui-même ou son associé, un intérêt dans un contrat avec la corporation, en retirer un avantage ou accepter un don, une rémunération ou une promesse en rapport avec ses fonctions.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas à l'actionnaire d'une compagnie constituée de bonne foi, ni au délégué du bureau médical, aux médecins, chirurgiens-dentistes et employés de l'hôpital à l'égard du contrat touchant leurs services professionnels et de la rémunération en découlant.

Infraction et peines.

Une violation du présent article constitue une infraction qui rend le contrevenant inhabile pendant cinq ans à être membre d'un conseil d'administration d'hôpital public. De plus il doit rendre compte à la corporation de tout ce dont il a illégalement profité. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 12.

Lieutenant-Governor in Council shall make the choice in his discretion.

The unanimous or majority decision of such committee shall be final and the board of management of the hospital must give effect thereto. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 11.

Decision final.

12. No member of the board of management of a public hospital shall have, directly or indirectly, himself or through an associate, any interest in a contract with the corporation, or derive any advantage or accept any gift, remuneration or promise therefrom in connection with his duties.

Interest in contract, etc., forbidden.

This section shall not apply to a shareholder of a *bona fide* incorporated company or to the delegate of the medical board, or the physicians, dental surgeons and employees of the hospital with respect to the contract concerning their professional services and the remuneration derived therefrom.

Exception.

Any infringement of this section shall constitute an offence and shall disqualify the offender for five years from being a member of the board of management of a public hospital. He must also account to the corporation for any unlawful profit he has gained. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 12.

Offence and penalty.

SECTION III

PERMIS ET INSPECTION

Permis obligatoire.

13. 1. Nul ne peut exploiter un hôpital sans un permis du ministre.

Période.

2. Ce permis est accordé pour une période de douze mois qui se termine le 31 décembre de chaque année et il est renouvelable.

Transfert prohibé.

3. Il ne peut être cédé ou transporté sans la permission écrite du ministre.

Révocation.

4. Il peut être révoqué par le lieutenant-gouverneur en conseil pour toute cause qu'il juge valable. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 13.

Restriction.

14. Nul ne peut, sans l'autorisation écrite du ministre, changer la nature de l'exploitation d'un hôpital, ni céder ou louer un hôpital en totalité ou en partie. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 14.

DIVISION III

PERMITS AND INSPECTION

13. (1) No person shall operate a hospital without a permit from the Minister.

Permit obligatory.

(2) Such permit shall be granted for a period of twelve months ending on the 31st of December of each year and shall be renewable.

Period.

(3) It cannot be assigned or transferred without the written permission of the Minister.

Permit non-assignable.

(4) It may be revoked by the Lieutenant-Governor in Council for any reason he deems valid. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 13.

Revocation.

14. No person, without the written authorization of the Minister, shall change the nature of operation of a hospital or assign or lease a hospital in whole or in part. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 14.

Restriction.

Droit
d'accès.

15. Toute personne en charge d'un hôpital est tenue, sous peine d'être coupable d'infraction, de donner accès à toute personne que le ministre autorise pour constater si la loi et les règlements y sont observés. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 15.

15. Every person in charge of a hospital must, under penalty of being guilty of an offence, give access thereto to any person authorized by the Minister to ascertain if the law and regulations are observed. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 15. Right of access.

Enquête.

16. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut charger une personne qu'il désigne de faire enquête sur quelque matière se rapportant à l'administration ou au fonctionnement d'un hôpital.

16. The Lieutenant-Governor in Council may charge a person designated by him to inquire into any matter relating to the management or operation of a hospital. Inquiry.

Disposi-
tions ap-
plicables.

La personne ainsi désignée est investie, pour les fins de l'enquête, des pouvoirs et immunités d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (chap. 11). 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 16.

The person so designated shall have, for the purposes of the inquiry, the powers and immunities of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Chap. 11). 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 16. Provisions to apply.

Adminis-
trateur
intérim-
maire.

17. Lorsqu'une enquête est ordonnée en vertu de l'article précédent, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que les pouvoirs du conseil d'administration de l'hôpital soient suspendus et nommer un administrateur qui en exerce les pouvoirs pour la durée de l'enquête. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 17.

17. Whenever an inquiry is ordered under the preceding section, the Lieutenant-Governor in Council may order that the powers of the board of management of the hospital be suspended and appoint an administrator to exercise its powers for the duration of the inquiry. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 17. Interim administrator.

Incompa-
tibilité.

18. La présente loi et les règlements faits en vertu de l'article 20 ou 21 prévalent contre toute disposition inconciliable d'une charte. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 18.

18. This act and the regulations made under section 20 or 21 shall prevail over any inconsistent provision of a charter. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 18. Incompatibility.

SECTION IV

RESPONSABILITÉ

Renoncia-
tion de
responsa-
bilité pro-
hibée.

19. Il est défendu à tout directeur d'hôpital, à ses préposés et à tout médecin de requérir d'un patient ou de ses représentants une renonciation à la responsabilité résultant de son hospitalisation, d'examen médicaux, de traitements ou d'interventions chirurgicales.

19. It is forbidden for any administrator of a hospital, his employees or any physician to require any patient or his representatives to renounce the responsibility resulting from his hospitalization, medical examinations, treatments or surgical operations. Renunciation of responsibility forbidden.

Nullité.

Si une telle renonciation est donnée, elle est nulle. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 19.

If such a renunciation is given, it is null. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 19. Nullity.

SECTION V

RÉGLEMENTATION

Réglemen-
tation par
le bureau
provincial
de
médecine.

20. Le Bureau provincial de médecine doit, avec le concours du conseil d'administration de l'Association des hôpitaux du Québec, Inc. et de celui de la Commission

DIVISION IV

RESPONSIBILITY

DIVISION V

REGULATIONS

20. The Provincial Medical Board, with the cooperation of the board of management of the Quebec Hospital Association Inc. and of that of the Commission Regulations by Provincial Medical Board.

générale des hôpitaux catholiques de la province de Québec, faire des règlements généraux pour les diverses classes d'hôpitaux concernant :

a) les conditions auxquelles les médecins et chirurgiens-dentistes sont admis dans les hôpitaux pour y exercer leur profession;

b) les conditions auxquelles sont admis dans les hôpitaux les étudiants en médecine et en chirurgie dentaire pour l'étude de leur profession;

c) l'admission et la sortie des patients;

d) les soins et traitements à fournir aux patients;

e) les règlements du personnel médical, du bureau médical et de tous comités médicaux.

Entrée en
vigueur.

Les règlements faits en vertu du présent article n'entrent en vigueur qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et après publication dans la *Gazette officielle de Québec*. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 20.

Règle-
mentation
par lt.-g.
en c.

21. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements généraux pour les diverses classes d'hôpitaux concernant :

a) la classification des hôpitaux pour l'exécution de la présente loi et la définition d'un cabinet de médecin ou de dentiste;

b) les pouvoirs connexes ou ancillaires que peut exercer une corporation sans but lucratif ayant pour objet de maintenir un hôpital;

c) les règlements qu'une telle corporation peut ou doit adopter;

d) la construction des hôpitaux, leur équipement et leur personnel;

e) le contenu, la conservation et la consultation des dossiers médicaux ainsi que leur reproduction photographique;

f) les règlements disciplinaires applicables aux patients ou aux visiteurs;

g) la comptabilité, la vérification ainsi que les rapports et les statistiques à fournir au ministre et les registres à tenir;

h) la forme des permis et demandes de permis;

i) les honoraires exigibles des hôpitaux privés;

générale des hôpitaux catholiques de la province de Québec, shall make general regulations for the various classes of hospitals respecting:

(a) the conditions on which physicians and dental surgeons shall be admitted to hospitals to practise their profession;

(b) the conditions on which students of medicine and of dental surgery shall be admitted to hospitals to study their profession;

(c) the admission and discharge of patients;

(d) the care and treatment to be given to patients;

(e) the regulations of the medical staff, the medical board and all medical committees.

The regulations made under this section shall come into force only with the approval of the Lieutenant-Governor in Council and after publication in the *Quebec Official Gazette*. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 20.

Coming
into force.

21. The Lieutenant-Governor in Council may make general regulations for the various classes of hospitals respecting:

Regula-
tions by
Lt.-G. in C.

(a) the classification of hospitals for the carrying out of this act and the definition of a physician's or dentist's consulting room;

(b) the related or ancillary powers that may be exercised by a non-profit corporation the object of which is to maintain a hospital;

(c) the by-laws that such a corporation may or must make;

(d) the construction of hospitals, their equipment and staff;

(e) the contents, preservation and examination of medical records and the photographic reproduction thereof;

(f) the disciplinary regulations applicable to patients or visitors;

(g) the accounting and auditing and the reports and statistics to be furnished to the Minister and the registers to be kept;

(h) the form of permits and of applications for permits;

(i) the fees payable by private hospitals;

j) les dispositions dont la violation constitue une infraction.

Entrée en
vigueur.

Les règlements faits en vertu du présent article n'entrent en vigueur qu'après leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 21.

(j) the provisions the infringement of which constitutes an offence.

The regulations made under this section shall come into force only after publication in the *Quebec Official Gazette*. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 21.

Coming
into force.

Consulta-
tion.

22. Avant de proposer un règlement en vertu de l'article précédent, le ministre doit consulter le comité exécutif du conseil d'administration de chacun des trois corps mentionnés à l'article 11. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 22.

22. Before submitting a regulation under the preceding section, the Minister shall consult the executive committee of the board of management of each of the three organizations named in section 11. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 22.

Consulta-
tion.

SECTION VI

SANCTIONS

Infrac-
tions et
amendes.

23. Quiconque enfreint une disposition de la présente loi ou des règlements, dont la violation constitue une infraction, est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de deux cents dollars et, au cas de récidive dans les deux ans, d'une amende de deux cents à cinq cents dollars. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 23.

Expro-
piation.

24. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à exproprier tout hôpital dont le permis est annulé et tout hôpital au sujet duquel on ne se serait pas conformé à l'article 5 dans l'année suivant le 6 juillet 1962.

Idem.

Cette expropriation peut avoir pour objet le contenu de l'hôpital, l'étendue de terrain et les bâtiments accessoires nécessaires à l'exploitation de l'hôpital.

Indem-
nité.

L'indemnité doit être réduite du montant de toute subvention accordée par le gouvernement de la province ou celui du Canada ou par une municipalité pour les fins de cet hôpital, ainsi que du montant provenant d'une souscription publique à cette fin ou d'un emprunt dont le coût est défrayé par des subventions gouvernementales ou que le gouvernement de la province prend à sa charge. 10-11 Eliz. II, c. 44, a. 24.

SECTION VII

EXPROPRIATION

Acquisi-
tions au-
thorisées.

25. Le propriétaire d'un hôpital tenant au moins cent lits à la disposition des ma-

DIVISION VI

PENALTIES

23. Whosoever infringes any provision of this act or of the regulations, the infringement of which constitutes an offence, shall be liable on summary proceeding to a fine of two hundred dollars and, in the case of a subsequent offence within two years, to a fine of two hundred to five hundred dollars. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 23.

Fines.

24. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to expropriate any hospital whereof the permit is cancelled and any hospital respecting which section 5 has not been complied with within one year after the 6th of July 1962.

Expro-
piation.

Such expropriation may comprise the contents of the hospital, such extent of land and such accessory buildings as are necessary for the operation of the hospital.

Idem.

The indemnity shall be reduced by the amount of any grant made by the government of the province or of Canada or by a municipality for the purposes of such hospital, and by the amount derived from any public subscription for such purpose or from a loan of which the cost is paid by government grants or assumed by the government of the province. 10-11 Eliz. II, c. 44, s. 24.

Indem-
nity.

DIVISION VII

EXPROPRIATION

25. The owner of a hospital maintain-
ing at least one hundred beds at the

Acquisi-
tions au-
thorized.

lades peut acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble situé dans la même municipalité que l'hôpital ou dans une municipalité contiguë et dont il a besoin pour agrandir ou parfaire son institution ou pour y organiser des services se rattachant à son fonctionnement général.

Restric-
tion.

Cependant, aucun immeuble ou partie d'immeuble servant à l'hospitalisation ou au traitement des malades et ayant au moins vingt-cinq lits ou servant à des fins de charité ou de religion ne peut être exproprié en vertu de la présente section. 15-16 Geo. VI, c. 48, a. 1; 2-3 Eliz. II, c. 56, a. 1.

Procé-
dure.

26. Lorsque l'acquisition a lieu par voie d'expropriation, celle-ci est soumise aux dispositions des articles 1066*a* à 1066*t* du Code de procédure civile, sous réserve des dispositions qui suivent. 15-16 Geo VI, c. 48, a. 2; 4-5 Eliz. II, c. 60, a. 1.

Autorisa-
tion.

27. Aucune telle expropriation ne peut avoir lieu sans avoir été préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Requête,
etc.

La demande d'approbation est faite par requête adressée au ministre, exposant les motifs de l'expropriation et accompagnée d'un plan et d'une description de l'immeuble ou de la partie d'immeuble dont l'expropriation est projetée. 15-16 Geo VI, c. 48, a. 3.

disposal of the sick may acquire, by agreement or expropriation, any immovable, situated in the same municipality as the hospital or in an adjoining municipality which such owner needs for enlarging or completing his institution or for organizing services relating to its general operation.

Nevertheless, no immovable or portion of an immovable used for the hospitalization or treatment of the sick and having at least twenty-five beds or used for charitable or religious purposes may be expropriated under this Division. 15-16 Geo. VI, c. 48, s. 1; 2-3 Eliz. II, c. 56, s. 1.

26. When the acquisition is made by expropriation, such expropriation shall be subject to the provisions of articles 1066*a* to 1066*t* of the Code of Civil Procedure subject to the following provisions. 15-16 Geo. VI, c. 48, s. 2; 4-5 Eliz. II, c. 60, s. 1.

27. No such expropriation may take place unless previously authorized by the Lieutenant-Governor in Council.

The application for approval shall be made by petition addressed to the Minister, stating the reasons for expropriation and accompanied by a plan and a description of the immovable or portion of an immovable which it is proposed to expropriate. 15-16 Geo. VI, c. 48, s. 3.